



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 25 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC-VALRECOISE
Port Sud du Havre n° 1477
76700 GONFREVILLE L'ORCHER

Références : 20220311_VI_CHIMIRECVALRECOISE_DECHETS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement CHIMIREC-VALRECOISE SAS implanté Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 GONFREVILLE L'ORCHER. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC-VALRECOISE SAS
- Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 GONFREVILLE L'ORCHER
- Code AIOT dans GUN : 0005802027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Par arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2012, la société CHIMIREC-VALRECOISE est autorisée à exploiter :

- un centre de regroupement et de transit de déchets industriels,
- une unité de broyage de déchets non dangereux plastiques.

Le site emploie 25 personnes.

Le site est certifié ISO 14001, 18001 et 9001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Conditions de stockage | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 10.3 | / | Sans objet |
| Réception des déchets | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.4 | / | Sans objet |
| Contrôle des circuits de traitement des déchets | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.2.2 | / | Sans objet |
| Prescriptions particulières applicables aux activités de regroupement et de | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 8 | / | Sans objet |
| Prescriptions particulières applicables à l'unité de lavage et de broyage d | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 9 | / | Sans objet |
| Ressources en eau | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.7.2.2 | / | Sans objet |
| Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------------------|--|--|-------------------|
| Infrastructures et installations | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.3.2 | / | Sans objet |
| Gestion de la sécurité | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.5.1 | / | Sans objet |
| Conditions d'entreposage des déchets | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| Prévention des nuisances sonores | AP Complémentaire du 16/04/2012, article 5.1.4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 11 mars 2022 a permis de constater que les conditions d'exploitation du site étaient satisfaisantes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 10.3 |
| Thème(s) : Autre, Cuves de stockage |
| Prescription contrôlée : Les cuves de stockage doivent être associées à des capacités de rétention. |
| Constats : Les déchets liquides en vrac (huiles noires, liquides de refroidissement usagés et eaux souillées) sont regroupées dans quatre cuves aériennes sous le bâtiment. Le contenu des fûts collectés est pompé et regroupé dans ces cuves. Depuis 2018, l'exploitant réalise des contrôles à réception pour tracer le PCB. Les enlèvements ont lieu par des camions-citernes. Les déchets sont envoyés vers des centres d'élimination agréés situés en Seine-Maritime : <ul style="list-style-type: none"> • OSILUB pour les huiles usagées, • SEDIBEX et SEREP pour les eaux souillées, • CHIMIREC PPM pour les liquides de refroidissement usagés. L'exploitant a déclaré qu'en moyenne les cuves étaient vidées chaque semaine. <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'un étiquetage des cuves indique la nature du produit stocké et sa capacité, • que le niveau des cuves est lisible à l'extérieur des cuves. Chaque soir, l'exploitant relève le volume stocké dans chaque cuve et chaque alvéole de stockage puis reporte les données au poste d'accueil en cas d'intervention du SDIS, • que la rétention était en bon état et propre. Une signalétique indique sa capacité de rétention : 116 m³. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Réception des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Nature des déchets admis |
| Prescription contrôlée : Seuls les déchets listés en annexe 2 sont admis sur le site. |
| Constats : Le site réceptionne essentiellement des déchets dangereux (absorbants, chiffons, filtres à huile,...). Environ 90 % des déchets sont collectés par CHIMIREC-VALRECOISE. <u>Données GEREPA 2021 :</u> <ul style="list-style-type: none">• Quantité totale de déchets dangereux produits ou expédiés : 6988 t• Quantité totale de déchets non dangereux produits ou expédiés : 1349 t |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle des circuits de traitement des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Autre, Bordereau de suivi de déchets |
| Prescription contrôlée : Pour les déchets dangereux générés par le site et qui sont visés par le décret du 30 mai 2005, l'exploitant est tenu, lors de la remise de ces déchets dangereux à un tiers, d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle du formulaire CERFA n°12571-01. Dans le cas de regroupement de déchets, relevant d'une même rubrique de l'annexe II du décret du 18 avril 2002 mais de provenances différentes, aboutissant à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant doit informer l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure. A cet effet, l'exploitant doit joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01 dûment remplie. Dans le cas de regroupement de déchets (notamment les déchets liquides) aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01. Il doit viser le bordereau de suivi du producteur initial en tant que destinataire final et émettre un nouveau bordereau de suivi de déchets dangereux en tant que producteur. Les copies des bordereaux émis ou complétés doivent être conservées 5 ans. |
| Constats : Tous les déchets entrants sur le site font l'objet d'un nouveau BSDD. L'exploitant n'utilise pas encore Trackdéchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prescriptions particulières applicables aux activités de regroupement et de transit de déchets dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 8 |
| Thème(s) : Autre, Alvéoles de stockage |
| Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour que les déchets admis ne séjournent jamais plus de 90 jours.</p> <p>Les déchets, à l'exception des déchets stockés en bennes couvertes, doivent être entreposés à l'intérieur du bâtiment dans cinq alvéoles. Ces alvéoles doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none">• étanches, nettement délimitées, séparées et associées chacune à une capacité de rétention de 1 m³ ;• séparées les unes des autres par une cloison. <p>L'entreposage des déchets doit être réalisé de façon à ce que les déchets incompatibles ne puissent avoir aucun contact. Les opérations de transvasement, mélange de déchets incompatibles sont interdites.</p> <p>L'affectation des différentes alvéoles doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un panneau situé à l'entrée du bâtiment doit indiquer les consignes de sécurité et la nature des déchets entreposés dans chacune des alvéoles.</p> <p>Le contenu des alvéoles ne doit pas déborder des murs des alvéoles dans les allées de circulation de la halle de stockage afin d'éviter la propagation d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">• lorsqu'il n'y a pas d'activité sur l'alvéole,• à la fin de la journée de travail sur toutes les alvéoles. <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différentes alvéoles doit être réalisé périodiquement par l'exploitant.</p> <p>Les déchets stockés à l'extérieur dans des bennes couvertes (de 30 m³ maximum) doivent se trouver à minima à 8 mètres des limites de propriété du site.</p> <p>Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir</p> |
| Constats : <p>Chaque alvéole de déchets est identifiée par une signalétique appropriée selon la nature du déchet stocké. Les consignes de sécurité relatives à la manutention et au stockage des déchets sont affichées spécifiquement pour chaque alvéole.</p> <p>Les aérosols sont stockés spécifiquement dans un îlot grillagé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prescriptions particulières applicables à l'unité de lavage et de broyage déchets plastique non dangereux

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 9 |
| Thème(s) : Autre, Broyage déchets plastique non dangereux |
| Prescription contrôlée : <p>Les plastiques traités doivent être uniquement des bidons et fûts n'ayant contenu que des produits non dangereux ou répondant aux critères de l'article 3 du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.</p> <p>La réception des plastiques à traiter doit se faire dans une fosse dans laquelle pourront se faire les opérations de lavage d'emballages. Les effluents générés seront pompés et envoyés vers la cuve de stockage d'eaux souillées de 65 m³.</p> <p>Aucun lavage d'emballage ou de tout autre déchet ne peut se faire hors rétention.</p> <p>Les plastiques, ensuite déchiquetés et broyés sous eau, doivent être conditionnés en big-bags sous la halle 2. La capacité de stockage sera de 100 m³ répartie en 50 big-bags de 2 m³ sur une surface de 50 m².</p> |
| Constats : <p>Les plastiques traités proviennent essentiellement des garages automobiles (pare-chocs, bidons et fûts ayant contenu des produits non dangereux tels que lave-glace et liquides de refroidissement).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.7.2.2 |
| Thème(s) : Autre, Poteaux d'incendie et réserve incendie |
| Prescription contrôlée : <p>La défense contre l'incendie doit être composée au minimum d'un poteau incendie de 2*100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur une canalisation de 150 mm assurant un débit minimum de 2000 litres/minutes sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200).</p> <p>Cet hydrant doit être implanté :</p> <ul style="list-style-type: none">• en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à cinq mètres de celle-ci ;• <i>a minima</i> à 100 mètres de l'entrée du site. <p>Les moyens de défense contre l'incendie (hydrant ou réserve d'eau) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service prévention situé 6 rue du verger - BP 78 - 76192 YVETOT CEDEX.</p> <p>Les raccords du (ou des) poteau(x) incendie sont orientés vers la voie engin.</p> <p>Réserve incendie :</p> <p>Le bassin de confinement défini à l'article 6.7.7 est utilisable comme réserve incendie. Il doit disposer :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un volume minimal constant (adapté au risque incendie du site);• d'une aire permettant la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, grâce à une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres. <p>Ce bassin est régulièrement entretenu (nettoyage, curage).</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a fait réaliser une plate-forme d'aspiration pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">• la présence d'une signalisation « Réserve incendie – 240 m³ »,• la mise en place d'un cadenas sécable permettant de fermer le portail d'accès au bassin incendie,• l'installation d'une colonne fixe d'aspiration,• la matérialisation des niveaux disponibles par le traçage de bandes de niveaux sur les parois du bassin. <p>L'exploitant a déclaré que l'entretien et le nettoyage du bassin sont assurés a minima une fois par an. Le dernier nettoyage a été réalisé le 04 novembre 2021.</p> <p>Lors de la vidange du bassin, l'exploitant peut utiliser la lagune d'ETARES. L'exploitant en informe le SDIS et la sécurité portuaire.</p> <p>Un poteau incendie se trouve à 100 mètres du bâtiment de stockage (une signalisation indique sa localisation). Il a été vérifié le 03 février 2022 par la société SICLI. Le rapport de vérification indique que le débit du poteau incendie est de 783 L/min alors que l'arrêté préfectoral impose un débit de 2000 L/min. La réserve d'eau de 240 m³ et la plate-forme d'aspiration viennent compenser le manque de débit du poteau incendie. Cette disposition a été validée par le SDIS lors de sa visite sur le site le 23 février 2012.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3 |
| Thème(s) : Autre, Caractéristiques générales des rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie doivent transiter par un décanteur-déshuileur¹. Ce dispositif doit être vidangé périodiquement, au minimum une fois par an et les déchets collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.</p> <p>Ces eaux, après passage par le décanteur-déshuileur, doivent être dirigées vers un bassin de confinement d'un volume minimum de 400 m³. Ce bassin doit être étanche. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité par le biais de prélèvements puis d'analyses réalisés par un laboratoire agréé. Les résultats de ces mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées. Pour que le rejet soit autorisé, les effluents rejetés doivent être exempts de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matières flottantes ; • Produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; • Tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières premières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • température : < 30°C • pH : compris en 5,5 et 8,5 <p><u>Paramètres :</u> Concentration (mg/l) MES : 30 - DCO : 120 - DBO5 : 20 - Hydrocarbures : 5</p> <p>En cas de non respect de ces valeurs limites, l'exploitant devra faire éliminer les eaux du bassin dans une installation autorisée à cet effet.</p> <p>Un système doit permettre l'isolement du réseau de collecte des eaux avec le bassin de récupération des eaux. Ce dispositif doit être maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En moyenne, l'exploitant procède une fois par an au curage du bassin et à la vidange du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a remis les BSDD correspondant correctement renseignés : élimination de 7,5 tonnes de boues le 04 novembre 2021 par SEREP.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de 420 m³. Le bassin est dimensionné pour recevoir les eaux de pluies susceptibles d'être polluées et les eaux d'extinction incendie. Le jour de l'inspection, le bassin de confinement des eaux incendie était disponible (un volume minimal de 240 m³ doit être maintenu disponible dans le bassin en cas d'incendie). Avant de procéder à la vidange, une analyse des eaux est réalisée par un laboratoire d'analyses extérieur afin de contrôler leur qualité. L'exploitant transmet systématiquement à l'inspection les résultats de ces analyses. Aucun dépassement des valeurs limites fixées à l'article 4.3.3 n'a été mesuré.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Infrastructures et installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.3.2 |
| Thème(s) : Autre, Installations électriques - Mise à la terre |
| Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs doivent être mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> |
| Constats : <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 23 février 2021 par DEKRA. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant a présenté l'avis d'intervention de DEKRA pour la prochaine vérification des installations électriques prévue le 18 mars 2022.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Gestion de la sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.5.1 |
| Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la continuité du niveau de sécurité des installations, des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie (installations électriques, l'éclairage de sécurité, chauffages, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, alarmes, extincteurs, RIA, poteaux d'incendie, portes coupe-feu, vannes de barrage,...). Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre de sécurité avec les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Date et nature des vérifications techniques ;• Personne et/ou organisme chargé de la vérification ;• Motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident ;• Résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles ;• Les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donner lieu. <p>Ce registre doit être tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : Les exutoires ont fait l'objet d'une vérification le 07 janvier 2022 par la société SICLI. Aucune non-conformité n'a été constatée. Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés le 03 février 2022 par la société SICLI. Aucune non-conformité n'a été constatée. Le fonctionnement de la porte coupe-feu séparant les deux halles a été vérifié le 28 janvier 2022 par la société PORTAFEU. Aucune non-conformité n'a été constatée. De sa propre initiative, l'exploitant a installé en une détection optique de fumées asservie : <ul style="list-style-type: none">• à un dispositif d'alarme sonore avec rapport téléphonique vers trois destinataires CHIMIREC-VALRECOISE et la sécurité portuaire du Havre,• à la fermeture de la porte coupe-feu, 17 détecteurs optiques de fumées sont installés sur le site. La centrale incendie pilotant l'ensemble de la chaîne de sécurité (détection, alarme,...) est installée dans le bureau de Mme MARQUES. La société DEF a réalisé une vérification de l'installation de détection le 18 février 2022. Aucune non-conformité n'a été constatée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des nuisances sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Mesures de niveau sonore |
| Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de trois mois à compter de la mise en service de la ligne de broyage des plastiques et des cuves de stockage de déchets liquides, l'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures doivent se faire aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, des valeurs en limite de propriété et dans les conditions représentatives du fonctionnement des activités, en différente période de la journée.</p> <p>La mesure du niveau sonore est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p>Une campagne de mesures des émissions sonores en période diurne a été réalisée le 14 mai 2019 par la société AXE. 4 points de mesures ont été pris en limite de propriété Nord, Sud, Est et Ouest. Les résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limites fixées à l'article 5.2.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |